

L'hon. M. GARDINER: L'une des ententes relatives aux fourrures. Il s'agit de la compagnie dont le siège social est à Winnipeg.

M. DECHÈNE: Je ne veux pas retarder l'adoption de ce crédit, mais je désire saisir le comité d'une question qui se rapporte au présent crédit ou à un autre crédit ultérieur. Je désire porter à l'attention du comité, du ministre et du Gouvernement des renseignements qui me sont parvenus dernièrement de ma région et qui révèlent l'état d'esprit de nos cultivateurs au sujet des marchés. Ce problème mérite une étude immédiate au lieu d'être renvoyé après la guerre.

Je conviens avec le chef de l'opposition que notre principal objectif est de fournir des vivres à nos forces armées et à nos alliés. Les honorables députés remarqueront tout d'abord que, pour la production de porcs, la province de l'Alberta vient maintenant en tête de toutes les provinces du Canada, sans excepter l'Ontario. La Saskatchewan et le Manitoba font aussi d'énormes progrès dans la production de porcs et de bêtes à cornes.

Ceux qui ont vécu plusieurs années dans l'Ouest se rappellent bien ce qui s'est produit après la dernière guerre. Je regrette d'avoir à remonter si loin, mais on se souviendra qu'en 1919, l'année après la guerre, l'Ouest a connu l'un des plus longs, des plus rudes et des plus coûteux hivers de son histoire, y compris l'hiver dernier, et ce fait est particulièrement vrai des parties septentrionales de la Saskatchewan et de l'Alberta. On sait aussi qu'il y avait alors, au cours de la dernière guerre, inflation des prix des porcs et des bêtes à cornes et de tous les produits que le cultivateur devait acheter. A l'automne de 1919, un bouvillon ordinaire rapportait jusqu'à \$125.

L'hiver de cette année 1919 a été précoce. Ces détails sont de nature à faire saisir le point de vue des cultivateurs, et je veux obtenir du Parlement et du Gouvernement l'assurance qu'on ne permettra pas le retour des conditions qui ont existé alors. Le 9 octobre, c'était déjà l'hiver. Le thermomètre marquait 25 degrés sous zéro le 10 octobre. La température s'est adoucie un peu en décembre, mais le sol est resté couvert de neige jusqu'à la fin d'avril. Si je rappelle au comité la rigueur de cet hiver, c'est pour lui indiquer que le coût de l'alimentation des bestiaux cet hiver-là a été très considérable. Je me rappelle que le foin et la provende se vendaient jusqu'à \$75 la tonne. Les cultivateurs de ma région parcouraient de 75 à 150 milles pour aller chercher de la provende de mauvaise qualité à des prix épouvantables, mais en dépit de tous leurs efforts, les municipalités et le Gouvernement ont dû leur venir en aide vers le mois

de février. Le gouvernement provincial a garanti les billets des municipalités rurales, et ces dernières ont accepté les billets des cultivateurs, et ainsi on a obtenu de la nourriture pour les animaux mais il en est résulté que les propriétaires de ces bestiaux se sont lourdement endettés.

A l'été de 1920, ces bêtes, qu'on aurait pu vendre à l'automne de 1919 jusqu'à \$175 pour un bouvillon de boucherie, \$140 pour un bouvillon ordinaire, \$17 le quintal pour les porcs, les autres prix étant à l'avenant, se vendirent pour presque rien. Le marché s'effondra; les prix dégingolèrent, et quantité de ces bouvillons et des animaux qui auraient rapporté de bons prix l'automne précédé moururent ou durent être tués. La situation était lamentable; on ne saurait en blâmer qui que ce soit, mais je veux que les honorables députés se rappellent ces faits afin de bien comprendre l'état d'esprit des cultivateurs au sujet des conditions qui pourront exister après la guerre, à moins qu'on ne prenne des mesures préventives. A ce moment-là, on vendait les vaches à raison de \$30 et les porcs, à \$2.50 le quintal. C'est le plus terrible effondrement que l'Ouest ait subi; je n'excepte pas même les années 1931 et 1932. C'est à ce moment-là que nos cultivateurs ont tout perdu, sans qu'il y ait faute de leur part. Ils n'étaient pas responsables de cet état de choses, mais quelqu'un l'était. Les gouvernements de ce pays et du reste de l'univers étaient à blâmer de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour contrecarrer la déflation qui devait suivre infailliblement les prix élevés, comme ils devaient le savoir. C'est sur cette question que je veux appeler l'attention du comité.

Je ne prends pas souvent la parole à la Chambre. Aussi, je profite de l'occasion pour rendre témoignage à celui que je considère comme le meilleur ministre de l'Agriculture que le pays ait eu. Nous avons eu des hommes de premier rang comme ministres de l'Agriculture, mais je crois que notre "Jimmie Gardiner", comme nous l'appelons, est le meilleur de tous par ses connaissances de l'agriculture, du sol et des conditions du marché, ainsi que par son courage et sa compétence. Nous sommes fortunés, dans ces jours critiques, d'avoir un homme possédant ce courage et cette compétence à la tête de cet important ministère. Ceux d'entre nous qui ont assisté aux séances du comité d'agriculture ont pu se rendre compte de sa grande compétence et de la valeur des hommes dont il a su s'entourer. Quelques-uns d'entre eux étaient peut-être attachés au ministère avant sa venue; mais je puis vous certifier que, dans chaque service de son ministère, que ce soit dans celui de l'aviculture, de l'élevage, des graines de se-